COMITE TECHNIQUE PARITAIRE ACADEMIQUE DU JEUDI 18 MARS 2010

Monsieur le Recteur,

La réforme de la voie professionnelle entre dans sa deuxième année d'application au niveau national mais dans notre académie, fer de lance de la réforme, nous entrons dans la troisième année. Si la rentrée 2009 fut marquée par l'urgence et la confusion, la rentrée 2010 devait, en toute logique, se préparer dans de meilleures conditions. Or, nous constatons, que ce n'est pas le cas :

- *absence de transparence dans les procédures de calcul des DGH,*
- *non respect des grilles horaires officielles (notamment pour le dédoublement en enseignement général, plusieurs dizaines d'heures disparaissent (Gallieni, Golf-hôtel, Blum, etc)*
- *Diminution des capacités d'accueil (classe de 30 élèves regroupant des spécialités différentes, et empêchant l'accueil d'élèves de CAP)*
- *accompagnement personnalisé devenant une variable d'ajustement, et n'étant pas toujours intégré dans les DGH.*
- *Heures de soutien impossibles à mettre en place pour les plus faibles*
- *suppression de certains CAP (Cisson, les Eucalyptus,…)*

C'est inacceptable.

Nous estimons que les lycéens scolarisés dans la voie professionnelle méritent d'être traités avec équité.
La voie professionnelle ne peut pas être la cible des restrictions budgétaires que les choix gouvernementaux imposent et que nous condamnons.

Les conditions de travail qui s'aggravent depuis plusieurs années sont aujourd'hui insupportables pour la communauté scolaire.

Les enseignants se mobilisent, Les médias régionaux en ont fait largement écho. Les entrevues avec les inspections académiques n'ont rien donné ; vous recevez demain un syndicat, monsieur le Recteur non représenté aujourd'hui dans cette salle, est-ce une manière de dire à ceux qui ont défilé dans la rue, que la réforme s'appliquera à marche forcée, sans concertation .et sans solution pour les élèves laissés sur le bas côté. Nous espérons que non.